



L'ESTRADE n°13



janvier
2008

Publiée par l'ADER, Association de Défense de l'Ecole Républicaine

Commagny - 58 290 - Moulins-Engilbert

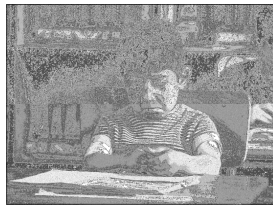
Prix : 1euro

«Les questions important plus que les réponses.»

Le ministre X. Darcos a dressé un constat maintes fois dénoncé dans l'Estrade : trop de dispersion à l'école primaire et donc un besoin de se recentrer sur l'essentiel, à savoir, lecture, écriture et calcul. Et il reprend à son compte les propos d'Allègre sur le mammoth : « *l'école doit devenir un athlète et non plus un sumo* » pour justifier les suppressions massives de postes.

Cette apparente contradiction n'exprime-t-elle pas l'impossibilité de la reconquête de l'Ecole républicaine lorsqu'on s'en tient à la dénonciation de l'une ou de l'autre des deux idéologies qui la détruisent, le libéralisme et le pédagogisme ?

Après des décennies de pédagogisme acharné, largement porté par la « gauche » de gouvernement, voilà que les espoirs suscités - chez des citoyens trop pressés - par l'infléchissement du discours gouvernemental (amorcé par G. de Robien avec la question de la méthode globale et de la grammaire) affirmant la nécessité d'en revenir à la maîtrise de la langue et à la transmission des connaissances, sont aussitôt déçus par le versant libéral des « réformes » annoncées qui détruisent d'un côté ce qui semblait enfin acquis de l'autre.



En effet, l'idée du retour nécessaire à la transmission des connaissances et à la maîtrise de la langue, conditions sine qua non de la réduction des inégalités sociales devant l'Ecole, fait mauvais ménage avec les économies budgétaires qui poussent, pour cause de libéralisme et d'engagements européens, à réduire les horaires d'enseignement, les disciplines enseignées, les postes d'enseignants. La logique du « toujours plus de moyens » défendue par des syndicats ne suffit cependant pas à combattre les inégalités devant l'instruction. A la limite l'augmentation des moyens consacrés au budget de l'Education nationale pourrait même servir à masquer momentanément une politique de démolition des contenus enseignés, suivant en cela les conseils de l'OCDE dans son rapport de 1996 sur « *La faisabilité de l'ajustement structurel* ».

La réflexion sur l'Ecole est chose trop grave pour être traitée d'abord sous l'angle des seules questions financières, indépendamment des disciplines et des contenus enseignés, car elle engage l'avenir de la Nation et de ses enfants.

La dispersion est trop grande à l'école primaire qui ne remplit plus son rôle (malgré les résistances de nombreux enseignants aux injonctions de leur hiérarchie) de transmission des bases sans lesquelles la poursuite de

toute scolarité est illusoire. Cet échec s'explique à la fois par la destruction des méthodes et des contenus, et par l'effondrement des horaires consacrés à cette transmission. Dès lors, le ministre leurre l'opinion lorsqu'il prétend rétablir la situation, alors qu'il diminue encore les horaires.

Ne voit-on pas que finalement les préoccupations ministérielles sont fort peu pédagogiques ? Elles sont le reflet des audits et évaluations menées conjointement par l'Education Nationale et ... Bercy ! Quant à la poursuite annoncée des suppressions de postes, elle pousse également, au vu de « *l'épuisement des solutions classiques* » - taux de remplacement serrés, options supprimées, effondrement de la scolarisation à deux ans, regroupement de sections, fermetures de classes et

d'écoles, voire de collèges... - à envisager la baisse généralisée des horaires élèves, la suppression des redoublements, l'aggravation des obligations de services des professeurs par la démolition des statuts, et pour couronner la tout, dans la logique de la LOLF, à instaurer des « obligations de ... résultats » pesant sur les professeurs, dans le cadre de l'autonomie renforcée des établissements et de l'« expérimentation » qui permet aux idéologues du pédagogisme de continuer à sévir impunément.

Ce qui s'institutionnaliserait - d'ailleurs au nom de la réduction des inégalités sociales, dont le ministre nous abreuve à chaque occasion pour mieux faire passer une politique qui conduit à son exact contraire - c'est bel et bien une école définitivement différenciée : à la bourgeoisie l'instruction, au peuple le socle commun et des réseaux de réussite éducative, ouverts sur les entreprises et branchés sur les commissariats.

Il n'y aura pas d'instruction publique républicaine si on ne combat pas, en même temps, et sans la moindre concession, toutes les atteintes aux principes qui la fondent. Et il y a une solidarité de fait entre ces atteintes, l'une permettant l'autre et se renforçant mutuellement.

J. R-C

Sommaire

- P 1** : Editorial
- P 2 à 6** : Apprendre à lire
- P 7** : Maternelle et lecture - A propos du SNUipp
- P 8 à 9** : Sur un texte de Dehaene...
- P 10** : Enseignement professionnel - Service minimum
- P 11** : Alléger le cartable
- P 12** : L'école mise en pièce - Informatique et orthographe - AG